

POINTS-DE-VUE...

Rencontre avec des militants et des militantes : lycéens, salariés, responsables associatifs, toutes générations confondues, autour de l'égalité hommes/femmes

RÔLE DES FEMMES ET DES HOMMES DANS LA FAMILLE :

Myriam : De plus en plus d'hommes s'occupent de leur famille mais le problème c'est qu'ils ne sont plus considérés comme des hommes virils. Il faut casser les préjugés car l'éducation passe aussi par le père.

Marie-Clémentine : L'homme a toujours eu comme responsabilité de travailler. Aujourd'hui, la femme travaille aussi mais l'homme ne se voit pas pour autant prendre sa place à la maison. Or, il faut se partager les responsabilités dans l'éducation des enfants, d'autant plus que l'implication du père est importante. Mais certains pères, en raison du chômage, sont dans un tel désarroi que leur priorité n'est pas de s'occuper de leurs enfants.

Sophie : Je comprends le désarroi de ces parents là. C'est difficile quand tu ne maîtrises pas une langue, quand ta culture est différente, de comprendre en quoi l'école républicaine va forger tes gosses et te construire un modèle familial qui ne ressemble en rien au tien.

Quitterie : J'ai l'impression que les femmes ont une certaine satisfaction à exercer ce pouvoir à la maison et qu'elles ne veulent pas le lâcher. C'est peut-être la responsabilité de la femme de savoir où elle veut l'exercer pour arriver à le déléguer aux mecs. Beaucoup de mecs sont prêts à élever leurs enfants et c'est donc de notre responsabilité de les intégrer et de les impliquer pour faire avancer la situation.

Cédric : Je pense que cette répartition inégale du pouvoir au sein des familles fait partie de la tradition, elle reste donc tabou. Or c'est dans le partage et le respect qu'on arrive à imposer l'égalité, c'est pourquoi il faudrait se demander comment on porte et amène ce débat afin qu'il y ait une vraie prise de conscience collective.

Leïla : Le problème c'est que, très tôt, on apprend aux filles à devenir mère, à faire la cuisine, le ménage et pas aux garçons. Il faut donc changer les mentalités, casser ces barrières et non pas réfléchir à la mixité à l'école primaire mais dès la maternelle.

SEXUALITÉ :

Leïla : Cette question a beaucoup évolué mais il reste quand même celle de la contraception qui demeure très féminine. En même temps, ce n'est pas si mal car ça permet à la femme de garder totalement le contrôle. Ce qui reste difficile c'est l'accès aux préservatifs, notamment dans les établissements scolaires, et c'est dommage car ça provoque beaucoup de prise de risques.

Myriam : Il faut instaurer des cours d'éducation à la sexualité.

Beaucoup de jeunes, surtout les garçons, font leur éducation sexuelle à travers les films porno et c'est grave. Parce que dans ces films, la femme est toujours dans une posture de soumission et, du coup, les garçons n'ont aucune notion de respect.

Sophie : Moi je trouve que le droit à l'avortement et la contraception sont les inégalités les plus criantes. Quand j'entends qu'on devrait être libre de choisir son avortement, j'ai envie de répondre mais on voudrait déjà être capable d'avorter !

Leïla : Le problème qui se pose sur l'IVG, pratiqué au Planning Familial notamment, c'est le suivi psychologique après l'intervention. C'est dur pour une nana de 17 ans d'assumer ça toute seule. Le Planning a donc un rôle important à jouer, reste à lui donner plus de moyens !

Cédric : L'éducation à la sexualité reste tabou et on ne veut pas aborder cette question de front. Pourtant, une éducation sexuelle réussie c'est une première pierre pour le combat féministe parce qu'à travers la sexualité on apprend à respecter le corps de l'autre et donc à respecter tout court !

Marie-Clémentine : J'ai toujours parlé de la sexualité à mes enfants (filles et garçons). Elle reste tabou mais c'est aux parents de lancer la discussion car ça permet aux enfants de se lâcher. Et surtout, il faut sans cesse leur répéter en quoi c'est important de mettre le préservatif et de faire le dépistage du sida.

VIOLENCES CONJUGALES :

Marie-Clémentine : Le poids de la famille sur certaines femmes est tellement lourd que malgré leur volonté de fuir, elles n'y arrivent pas.

Leïla : Si elles ont du mal à partir c'est également parce qu'elles n'ont pas les moyens matériels et financiers pour le faire. Souvent, ce sont des femmes qui ne travaillent pas ou qui ont un revenu insuffisant pour pouvoir partir avec leurs enfants.

Sophie : Le bracelet électronique est peut-être une solution, un outil de pression envers ces hommes violents car ils se savent surveillés et ne peuvent plus frapper en toute impunité.

Cédric : Souvent les femmes doivent quitter le foyer dans l'urgence sans moyens financiers. C'est le rôle des pouvoirs publics et des forces de police de sortir celui qui est l'auteur des violences. C'est plus logique de mettre en place un accompagnement et des mesures d'éloignement que de fragiliser encore plus les femmes.

Sophie : Toutes ne souhaitent pas rester chez elle car le poids du voisinage est trop lourd. Et d'autres veulent recommencer une vie nouvelle ailleurs.

Leïla : En effet, le foyer devient un lieu qui symbolise toutes les horreurs qu'elles ont eu à subir. Les solutions mises en place par

l'Espagne sur la question des femmes battues est un bon exemple. Les campagnes de sensibilisation ont montré leur limite. Ce qu'il faut, ce sont des moyens pour permettre à ces femmes de retrouver une autonomie.

BURQA, ISLAM ET INTÉGRISME :

Julien : Promulguer une loi contre la burqa c'est traiter les conséquences et non pas les causes. C'est le résultat d'années de politiques d'exclusion de toute une partie de la population et en particulier les habitants des quartiers populaires. Bien sûr que je souhaiterais qu'il n'y ait plus de burqa mais ce n'est pas un sujet qu'on peut traiter juste sous l'angle de l'interdiction. C'est une façon de punir ces femmes, soumises aux poids de leur famille, de la tradition, de la religion et désormais soumises aux poids de l'État.

Sophie : il ne s'agit pas de déconnecter la question de la burqa à la situation des quartiers. Les premières victimes sont, en effet, les femmes mais ce sont aussi des militantes. Car en arriver à une telle forme de radicalité, ce n'est pas juste par attachement à la religion. Et il faut donc parler de ces groupes intégristes ou du salafisme qui se cache derrière ces burqas. Dès lors qu'on réagit positivement à la loi, on vous taxe de militant d'extrême droite ou que vous stigmatisez la communauté musulmane. La burqa est avant tout un problème politique et non pas un problème religieux.

Cédric : On ne peut pas être à la fois contre la burqa et contre la loi. En tant que militant antiraciste et féministe, on se doit de se saisir de la question et surtout donner un sens républicain à cette loi.

EMPLOI DES FEMMES :

Quitterie : Aujourd'hui encore, les fonctions de décisions sont occupées par des hommes et les fonctions satellites par des femmes. On est recrutée à égale compétence avec les hommes, on travaille tout autant qu'eux. Et pourtant les écarts de salaires mais aussi hiérarchiques continuent à se creuser. Les hommes ont mis en place des codes qu'ils maîtrisent parfaitement bien. Et donc les femmes ont du mal à accéder au pouvoir.

Leila : En politique, c'est encore compliqué. Souvenez-vous des réactions face à la candidature de Ségolène Royal à l'élection présidentielle. Mais mettre en place une politique de quota, cela viendrait à dire que nous ne sommes pas tous égaux. Il faut surtout changer les mentalités et rompre avec les clichés.

Quitterie : Le problème c'est la gestion des carrières et de la maternité. Une femme enceinte fait encore peur dans le monde de l'entreprise. Pendant une grossesse la femme est perçue comme un élément moins performant.

Sophie : Tu sens cette inquiétude dès l'entretien d'embauche surtout lorsque tu approches la trentaine. On te demande si tu es en couple, mariée ou si tu comptes avoir des enfants.

Myriam : Dans les quartiers populaires, les politiques d'insertion professionnelle sont souvent en direction des jeunes alors que 80 % des emplois précaires sont occupés par des femmes. Il faut mettre en place des dispositifs particuliers pour les femmes, surtout celles victimes de violence conjugale ou mères célibataires pour leur permettre une autonomie financière par l'emploi stable.

